

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[2019/203299]

2 MAI 2019. — Décret modifiant le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable et le décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation en vue d'y insérer la notion d'habitation légère (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Modification du Code wallon du logement et de l'habitat durable

Article 1^{er}. Dans l'intitulé du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable du 29 octobre 1998, les mots « du logement et de l'habitat durable » sont remplacés par les mots « de l'habitation durable ».

Art. 2. Dans l'article 1^{er} du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

a) il est inséré un 1^{er} rédigé comme suit :

“ 1^{er} habitation : le logement ou l'habitation légère, qu'il s'agisse d'un bien meuble ou immeuble ou partie de celui-ci, destiné à servir d'habitation, à l'exclusion des hébergements touristiques au sens du Code wallon du Tourisme; »;

b) au 12^o les mots « logement salubre : le logement » sont remplacés par les mots « habitation salubre : l'habitation »;

c) au 15^o les mots « logement inhabitable : le logement » sont remplacés par les mots « habitation inhabitable : l'habitation »;

d) au 17^o les mots « logement surpeuplé : le logement » sont remplacés par les mots « habitation surpeuplée : l'habitation »;

e) il est inséré un 40^o, rédigé comme suit :

« 40^o habitation légère : l'habitation qui ne répond pas à la définition de logement visée au 3^o mais qui satisfait à au moins trois des caractéristiques suivantes : démontable, déplaçable, d'un volume réduit, d'un faible poids, ayant une emprise au sol limitée, auto-construite, sans étage, sans fondations, qui n'est pas raccordée aux impétrants. ».

Art. 3. A l'article 2 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 1^{er} juin 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « un logement sain » sont remplacés par les mots « une habitation saine »;

2^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, les mots « de logements » sont remplacés par les mots « d'habitations »;

3^o au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « des logements » sont remplacés par les mots « des habitations »;

4^o au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots « du logement » sont remplacés par les mots « de l'habitation » et les mots « de logement » sont remplacés par les mots « d'habitation »;

5^o au paragraphe 3, alinéa 2, le mot « logements » est remplacé par le mot « habitations ».

Art. 4. Dans l'intitulé du titre II du même Code, les mots « du logement » sont remplacés par les mots « de l'habitation ».

Art. 5. Dans l'intitulé du chapitre I du titre II du même Code, les mots « au logement » sont remplacés par les mots « à l'habitation ».

Art. 6. A l'article 3 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans l'alinéa 1^{er}, le mot « logements » est remplacé par le mot « habitations »;

2^o dans l'alinéa 3, inséré par le décret du 20 juillet 2005, les mots « du logement » sont remplacés par les mots « de l'habitation ».

Art. 7. A l'article 3bis du même Code, inséré par le décret du 9 février 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le mot « logements » est remplacé par le mot « habitations »;

2^o les mots « du logement » sont remplacés par les mots « de l'habitation ».

Art. 8. Dans l'article 4, alinéa 2, du même Code, modifié par le décret du 9 février 2012, les mots « un logement » sont remplacés par les mots « une habitation » et le mot « considéré » est remplacé par le mot « considérée ».

Art. 9. Dans l'intitulé de la section 1bis, du chapitre I du titre II du même Code, inséré par le décret du 15 mai 2003 et remplacée par le décret du 3 juillet 2008, le mot « logements » est remplacé par le mot « habitations ».

Art. 10. A l'article 4bis du même Code, inséré par le décret du 15 mai 2003, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans l'alinéa 1^{er}, les mots « Tout logement individuel ou collectif est équipé » sont remplacés par les mots « Toute habitation est équipée »;

2^o dans l'alinéa 3, les mots « du logement visé » sont remplacés par les mots « de l'habitation visée ».

Art. 11. A l'article 5 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 17 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans l'alinéa 1^{er}, les mots « du logement » sont chaque fois remplacés par les mots « de l'habitation »;

2^o dans l'alinéa 3, les mots « un logement », « celui-ci est donné », « du logement » et « ce logement » sont remplacés respectivement par les mots « une habitation », « celle-ci est donnée », « de l'habitation » et « cette habitation »;

3^o dans l'alinéa 4, les mots « alinéa 2 » sont remplacés par les mots « alinéa 3 »;

4^o dans l'alinéa 5, les mots « le logement est inoccupé » sont remplacés par les mots « l'habitation est inoccupée » et les mots « au logement » sont remplacés par les mots « à l'habitation ».

Art. 11bis. Dans l'article 6 du même Code, les mots « alinéa 2 » sont remplacés par les mots « alinéa 3 ».

Art. 12. A l'article 7 du même Code, remplacé par le décret du 1^{er} juin 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans l'alinéa 2, les mots « le logement concerné » sont remplacés par les mots « l'habitation concernée », les mots « celui-ci est donné » par les mots « celle-ci est donnée » et les mots « du logement » sont remplacés par les mots « de l'habitation »;

2^o dans l'alinéa 3, les mots « un logement » sont remplacés par les mots « une habitation »;

3^o dans l'alinéa 5, les mots « le logement » sont chaque fois remplacés par les mots « l'habitation » et les mots « lorsque celui-ci est donné » sont remplacés par les mots « lorsque celle-ci est donnée »;

4^o dans l'alinéa 7, le mot « logements » est remplacés par le mot « habitations »;

5^o dans l'alinéa 8, les mots « un logement » sont remplacés par les mots « une habitation ».

Art. 13. Dans l'article 7bis, alinéa 9, du même Code, les mots « le logement doit être évacué » sont remplacés par les mots « l'habitation doit être évacuée ».

Art. 14. Dans l'article 7ter, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par le décret du 15 mai 2003 et renommé par le décret du 1^{er} juin 2017, les mots « le logement concerné et, lorsque celui-ci est donné » sont remplacés par les mots « l'habitation concernée et, lorsque celle-ci est donnée ».

Art. 15. A l'article 8 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans l'alinéa 1^{er}, les mots « un logement est déclaré interdit » sont remplacés par les mots « une habitation est déclarée interdite » et les mots « le logement concerné » sont remplacés par les mots « l'habitation concernée »;

2^o dans l'alinéa 2, les mots « logements interdits d'accès ou déclarés » sont remplacés par les mots « habitations interdites d'accès ou déclarées ».

Art. 16. Dans l'intitulé de la section 3 du chapitre I du titre II du même Code, modifié par le décret du 15 mai 2003, les mots « et aux petits logements individuels » sont remplacés par les mots « , aux petits logements individuels et aux habitations légères ».

Art. 17. Dans l'article 9, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par le décret du 22 juillet 2010, les mots « et aux petits logements individuels » sont remplacés par les mots « , aux petits logements individuels et aux habitations légères ».

Art. 18. Dans le même Code, il est inséré un article 10bis rédigé comme suit :

« Art. 10bis. Avant toute mise en location d'une habitation légère, le bailleur doit être titulaire d'un permis de location.

L'habitation légère doit :

1^o respecter les critères de sécurité, de salubrité et de surpeuplement relatifs aux habitations légères fixés par le Gouvernement sur la base du présent Code;

2^o respecter l'obligation d'équipement en matière de détecteurs d'incendie;

3^o respecter les réglementations communales en matière de salubrité et de sécurité incendie relatives à l'habitation légère;

4^o avoir été construite, aménagée ou créée dans le respect des dispositions applicables en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme.

Les réglementations communales visées à l'alinéa 2, 3^o, peuvent être, préalablement à leur adoption, soumises pour avis à l'administration. ».

Art. 19. A l'article 11 du même Code, modifié par les décrets des 15 mai 2003 et 22 juillet 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans l'alinéa 1^{er}, les mots « le logement » sont remplacés par les mots « l'habitation »;

2^o l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « ou l'article 10bis »;

3^o l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Cette attestation émane :

1^o d'une personne agréée à cet effet par le Gouvernement pour les conditions visées aux articles 10, 1^o, 1^{obis} et 3^o, et 10bis, 1^o et 2^o;

2^o de la commune pour les conditions visées à l'article 10bis, 3^o et 4^o. »;

4^o dans l'alinéa 3, les mots « du logement » sont remplacés par les mots « de l'habitation ».

Art. 20. Dans l'article 12, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par le décret du 23 novembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

- les mots « Le logement » sont remplacés par les mots « L'habitation » et les mots « et soumis » sont remplacés par les mots « et soumise »;

- les mots « ou de l'article 10bis » sont insérés entre les mots « article 10 » et « et soumis ».

Art. 21. A l'article 13 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 9 février 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans l'alinéa 1^{er}, les mots « ou l'article 10bis » sont insérés entre les mots « article 10 » et « et sans préjudice »;

2^o dans l'alinéa 1^{er}, les mots « situé le logement » sont remplacés par les mots « située l'habitation »;

3^o dans l'alinéa 2, le mot « le logement » est remplacé par le mot « l'habitation ».

Art. 22. Dans l'article 13ter du même Code, inséré par le décret du 9 février 2012 et remplacé par le décret du 21 décembre 2016, les mots « un logement, dès que celui-ci est frappé » sont remplacés par les mots « une habitation, dès que celle-ci est frappée ».

Art. 23. A l'article 190, § 2, 1^o, du même Code, remplacé par le décret du 15 mai 2003 et modifié par le décret du 20 juillet 2005, les mots « en matière de logement » sont remplacés par les mots « en matière d'habitations ».

Art. 24. A l'article 200bis, § 1^{er}, du même Code, inséré par le décret du 20 juillet 2005 et modifié par le décret du 30 avril 2009, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, 1^o, les mots « le logement et, lorsque celui-ci est donné en location, au bailleur et à l'occupant éventuel, qui permet l'habitation dans un logement » sont remplacés par les mots « une habitation et, lorsque celle-ci est donnée en location, au bailleur et à l'occupant éventuel, qui permet la résidence dans une habitation »;

b) dans l'alinéa 1^{er}, 3^o, a), les mots « un logement visé » sont remplacés par les mots « une habitation visée » et les mots « ou l'article 10bis » sont insérés entre les mots « article 10 » et « sans »;

c) dans l'alinéa 2, les mots « situé le logement » sont remplacés par les mots « située l'habitation ».

Art. 25. Dans l'article 200bis, § 2, du même Code, inséré par le décret du 20 juillet 2005, le mot « logement » est remplacé par le mot « habitation ».

Art. 26. A l'article 201 du même Code, modifié par le décret du 20 juillet 2005, les modifications suivantes sont apportées :

a) au paragraphe 1^{er}, 1^o, les mots « un logement et, lorsque celui-ci est donné en location, tout bailleur et occupant éventuel qui permet l'habitation dans un immeuble déclaré inhabitable ou interdit d'accès » sont remplacés par les mots « une habitation et, lorsque celle-ci est donnée en location, tout bailleur et occupant éventuel qui permet la résidence dans une habitation déclarée inhabitable ou interdite d'accès »;

b) au paragraphe 1^{er}, 2^o, a., les mots « un logement visé » sont remplacés par les mots « une habitation visée »;

c) au paragraphe 1^{er}, 2^o, a., les mots « ou l'article 10bis » sont insérés entre les mots « article 10 » et « sans »;

d) au paragraphe 2, 2^o, les mots « un logement » sont remplacés par les mots « une habitation ».

CHAPITRE II. — *Modification du décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation*

Art. 27. Dans le décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation, les mots « Code wallon du Logement et de l'Habitat durable » sont chaque fois remplacés par les mots « Code wallon de l'habitation durable ».

Art. 28. Dans l'article 2, 1^o, du décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation, les mots « bien meuble ou immeuble ou partie de celui-ci » sont remplacés par les mots « logement ou une habitation légère, qu'il s'agisse d'un bien meuble ou immeuble ou partie de celui-ci ».

Art. 29. Dans l'article 9, § 1^{er}, du même décret, les mots « d'une location de biens meubles ou » sont abrogés.

CHAPITRE III. — *Disposition finale*

Art. 30. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2019.

Le Gouvernement peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er}.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 2 mai 2019.

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des chances, de la Fonction publique
et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique,
de l'Emploi et de la Formation,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine
et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

(1) Session 2018-2019.

Documents du Parlement wallon, 1323 (2018-2019) N°s 1 à 7.

Compte rendu intégral, séance plénière du 30 avril 2019.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/203299]

2. MAI 2019 — Dekret zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse und des Dekrets vom 15. März 2018 über den Wohnmietvertrag, um den Begriff der Leichtbauwohnung einzugliedern (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse*

Artikel 1 - In der Überschrift des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse vom 29. Oktober 1998 werden die Wörter " das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse" durch die Wörter "nachhaltiges Wohnen" ersetzt.

Art. 2 - Artikel 1 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

a) es wird eine Ziffer 1ter mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"1ter Wohnung : die Wohnung oder Leichtbauwohnung, ob es sich um ein bewegliches oder unbewegliches Gut handelt, oder ein Teil davon, die bzw. der zu Wohnzwecken bestimmt ist, mit Ausnahme der touristischen Unterkünfte im Sinne des wallonischen Tourismusgesetzbuches;"

b) in Ziffer 12^o werden in der französischen Fassung die Wörter « logement salubre : le logement » durch die Wörter « habitation salubre : l'habitation » ersetzt;

b) in Ziffer 15^o werden in der französischen Fassung die Wörter « logement inhabitable : le logement » durch die Wörter « habitation inhabitable : l'habitation » ersetzt;

b) in Ziffer 17^o werden in der französischen Fassung die Wörter « logement surpeuplé : le logement » durch die Wörter « habitation surpeuplée : l'habitation » ersetzt;

e) es wird eine Ziffer 40^o mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"40^o Leichtbauwohnung: die Wohnung, die die Definition der Wohnung nach Ziffer 3^o nicht entspricht, die aber mindestens drei der folgenden Merkmale aufweist: abbaubar, beweglich, mit geringem Volumen, geringem Gewicht, mit geringer Grundfläche, selbstgebaut, ohne Stockwerk, ohne Fundamente, ohne Anschluss an die Leitungsausrüstungen."

Art. 3 - In Artikel 2 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 1. Juni 2017, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1^o in Paragraf 1, Absatz 2 werden in der französischen Fassung die Wörter "un logement sain" durch die Wörter "une habitation saine" ersetzt;

2^o in Paragraf 1, Absatz 3 werden in der französischen Fassung die Wörter "de logements" durch die Wörter "d'habitations" ersetzt;

3^o in Paragraf 2, Absatz 1 werden in der französischen Fassung die Wörter "des logements" durch die Wörter "des habitations" ersetzt;

4^o in Paragraf 3 Absatz 1 werden in der französischen Fassung die Wörter "du logement" durch die Wörter "de l'habitation" und die Wörter "de logement" durch die Wörter "d'habitation" ersetzt

2^o in Paragraf 3, Absatz 2 wird in der französischen Fassung das Wort "logements" durch das Wort "habitatis" ersetzt.

Art. 4 - In der Überschrift von Titel II desselben Gesetzbuches werden in der französischen Fassung die Wörter "du logement" durch die Wörter "de l'habitation" ersetzt.

Art. 5 - In der Überschrift von Titel II desselben Gesetzbuches werden in der französischen Fassung die Wörter "au logement" durch die Wörter "à l'habitation" ersetzt.

Art. 6 - Artikel 3 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

2^o in Absatz 1 wird in der französischen Fassung das Wort "logements" durch das Wort "habitatis" ersetzt.

2^o in Absatz 3, eingefügt durch das Dekret vom 20. Juli 2005, werden in der französischen Fassung die Wörter "du logement" durch die Wörter "de l'habitation" ersetzt.

Art. 7 - Artikel 3bis desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 9. Februar 2012, wird wie folgt abgeändert:

2^o in der französischen Fassung wird das Wort "logements" durch das Wort "habitatis" ersetzt;

2^o in der französischen Fassung werden die Wörter "du logement" durch die Wörter "de l'habitation" ersetzt.

Art. 8 - In Artikel 4, Absatz 2 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 9. Februar 2012, werden in der französischen Fassung die Wörter "un logement" durch die Wörter "une habitation" und das Wort "considéré" durch das Wort "considérée" ersetzt.

Art. 9 - In der Überschrift des Abschnitts 1bis des Kapitels I des Titels II desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 15. Mai 2003 und ersetzt durch das Dekret vom 3. Juli 2008 wird in der französischen Fassung das Wort "logements" durch das Wort "habitatis" ersetzt.

Art. 10 - Artikel 4bis desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 15. Mai 2003, wird wie folgt abgeändert:

1^o in Absatz 1 werden die Wörter "Jede Einzel- oder Gemeinschaftswohnung" durch die Wörter " Jede Wohnung" ersetzt

2^o in Absatz 3 werden in der französischen Fassung die Wörter "du logement visé" durch die Wörter "de l'habitation visée" ersetzt.

Art. 11 - In Artikel 5 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden in der französischen Fassung jedesmal die Wörter "du logement" durch die Wörter "de l'habitation" ersetzt.

2° in Absatz 3 werden in der französischen Fassung die Wörter "un logement", "celui-ci est donné", "du logement" und "ce logement" jeweils durch die Wörter "une habitation", "celle-ci est donnée", "de l'habitation" und "cette habitation" ersetzt;

3° in Absatz 4 werden die Wörter "Absatz 2" durch die Wörter "Absatz 3" ersetzt.

4° in Absatz 5 werden in der französischen Fassung die Wörter « le logement est inoccupé » durch die Wörter « l'habitation est inoccupée » und die Wörter « au logement » durch die Wörter « à l'habitation » ersetzt.

Art. 11bis - In Artikel 6 desselben Gesetzbuches werden die Wörter "Absatz 2" durch die Wörter "Absatz 3" ersetzt.

Art. 12 - Artikel 7 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 1. Juni 2017, wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 2 werden in der französischen Fassung die Wörter « le logement concerné » durch die Wörter « l'habitation concernée », die Wörter « celui-ci est donné » durch die Wörter "celle-ci est donnée" sowie die Wörter "du logement" durch die Wörter "de l'habitation" ersetzt;

2° in Absatz 3 werden in der französischen Fassung die Wörter "un logement" durch die Wörter "une habitation" ersetzt;

3° in Absatz 5 werden in der französischen Fassung die Wörter « le logement » durch die Wörter « l'habitation » und die Wörter "lorsque celui-ci est donné" durch die Wörter "lorsque celle-ci est donnée" ersetzt;

4° in Absatz 7 wird in der französischen Fassung das Wort "logements" durch das Wort "habitations" ersetzt.

5° in Absatz 8 werden in der französischen Fassung die Wörter "un logement" durch die Wörter "une habitation" ersetzt;

Art. 13 - In Artikel 7bis, Absatz 9 desselben Gesetzbuches werden die Wörter "le logement doit être évacué" durch die Wörter "l'habitation doit être évacuée" ersetzt.

Art. 14 - In Artikel 7ter, Absatz 1 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 15. Mai 2003 und umnummeriert durch das Dekret vom 1. Juni 2017 werden in der französischen Fassung die Wörter "le logement concerné et, lorsque celui-ci est donné" durch die Wörter "l'habitation concernée, et lorsque celle-ci est donnée" ersetzt.

Art. 15 - Artikel 8 desselben Gesetzbuches wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 werden in der französischen Fassung die Wörter "un logement est déclaré interdit" durch die Wörter "une habitation est déclarée interdite" und die Wörter "le logement concerné" durch die Wörter "l'habitation concernée" ersetzt;

2° in Absatz 2 werden in der französischen Fassung die Wörter "logements interdits d'accès ou déclarés" durch die Wörter "habitations interdites d'accès ou déclarées" ersetzt;

Art. 16 - In der Überschrift von Abschnitt 3 von Kapitel I von Titel II desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 15. Mai 2003 werden die Wörter "und kleine Einzelwohnungen" durch die Wörter ", kleine Einzel- und Leichtbauwohnungen" ersetzt.

Art. 17 - In Artikel 9, Absatz 1 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 22. Juli 2010 werden die Wörter "und kleine Einzelwohnungen" durch die Wörter ", kleine Einzel- und Leichtbauwohnungen" ersetzt.

Art. 18 - In dasselbe Gesetzbuch wird ein Artikel 10bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

« Art. 10bis. Bevor jede im vorliegenden Abschnitt erwähnte Leichtbauwohnung zur Vermietung freigegeben werden darf, muss der Vermieter Inhaber einer Mietgenehmigung sein.

Die Leichtbauwohnung muss:

1° die von der Regierung auf der Grundlage des vorliegenden Gesetzbuches festgelegten Kriterien der Sicherheit, der gesundheitlichen Zuträglichkeit und der Überbelegung der Leichtbauwohnungen genügen;

2° die Verpflichtung der Ausstattung mit Feuermeldeanlagen erfüllen;

3° die Gemeinderegelungen über die gesundheitliche Zuträglichkeit und den Brandschutz für Leichtbauwohnungen einhalten;

4° unter Beachtung der in Sachen Raumordnung und Städtebau geltenden Bestimmungen gebaut, eingerichtet oder geschaffen worden sein.

Die in Absatz 2 Ziffer 3° erwähnten Gemeinderegelungen können vor deren Annahme der Verwaltung zur Begutachtung unterbreitet werden.

Art. 19 - In Artikel 11 desselben Gesetzbuches, in seiner durch die Dekrete vom 15. Mai 2003 und 22. Juli 2010 abgeänderten Fassung, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden in der französischen Fassung die Wörter "le logement" durch die Wörter "l'habitation" ersetzt.

2° Absatz 1 wird mit den Wörtern "oder Artikel 10bis" ergänzt;

3° Absatz 2 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Diese Bescheinigung:

1° wird für die in Artikel 10, Ziffer 1°, 1°bis und 3° und Artikel 10bis, Ziffer 1° und 2°

erwähnten Bedingungen von einer durch die Regierung zu diesem Zweck zugelassene Person ausgestellt;

2° wird für die in Artikel 10bis, Ziffer 3° und 4° erwähnten Bedingungen von der Gemeinde ausgestellt.;

4° in Absatz 3 werden in der französischen Fassung die Wörter "du logement" durch die Wörter "de l'habitation" ersetzt.

Art. 20 - In Artikel 12 Absatz 1 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 23. November 2006, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- in der französischen Fassung werden die Wörter "Le logement" und die Wörter "et soumis" durch die Wörter "L'habitation" und "et soumise" ersetzt.

- die Wörter "oder Artikel 10bis" werden zwischen die Wörter "gemäß Artikel 10" und "bestimmten Bedingungen" eingefügt.

Art. 21 - In Artikel 13 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 9. Februar 2012, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "oder Artikel 10bis" zwischen die Wörter "Artikel 10" und "festgelegten Bedingungen" eingefügt.

2° in Absatz 1 werden in der französischen Fassung die Wörter "situé le logement" durch die Wörter "située l'habitation" ersetzt.

3° in Absatz 2 werden in der französischen Fassung die Wörter "le logement" durch die Wörter "l'habitation" ersetzt.

Art. 22 - In Artikel 13ter desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 9. Februar 2012 und ersetzt durch das Dekret vom 21. Dezember 2016 werden in der französischen Fassung die Wörter "un logement, dès que celui-ci est frappé" durch die Wörter "une habitation, dès que celle-ci est frappée" ersetzt.

Art. 23 - In Artikel 190 § 2, Ziffer 1° desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 15. Mai 2003 und abgeändert durch das Dekret vom 20. Juli 2005 werden in der französischen Fassung die Wörter "en matière de logement" durch die Wörter "en matière d'habitations" ersetzt.

Art. 24 - In Artikel 200bis § 1 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 20. Juli 2005 und abgeändert durch das Dekret vom 30. April 2009, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

a) in Absatz 1 Ziffer 1° werden in der französischen Fassung die Wörter "le logement et, lorsque celui-ci est donné en location, au bailleur et à l'occupant éventuel, qui permet l'habitation dans un logement" durch die Wörter "une habitation et, lorsque celle-ci est donnée en location, au bailleur et à l'occupant éventuel, qui permet la résidence dans une habitation" ersetzt;

b) in Absatz 1 Ziffer 3° Buchstabe a) werden in der französischen Fassung die Wörter "un logement visé" durch die Wörter "une habitation visée" ersetzt und werden die Wörter "oder Artikel 10bis" zwischen die Wörter "Artikel 10 und "erwähnte Wohnung" eingefügt;

c) in Absatz 2 werden in der französischen Fassung die Wörter "situé le logement" durch die Wörter "située l'habitation" ersetzt.

Art. 25 - In Artikel 200bis desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 20. Juli 2005 wird in der französischen Fassung das Wort "logement" durch das Wort "habitation" ersetzt.

Art. 26 - In Artikel 201 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 20. Juli 2005, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) in Paragraf 1 Ziffer 1° werden in der französischen Fassung die Wörter "un logement et, lorsque celui-ci est donné en location, tout bailleur et occupant éventuel qui permet l'habitation dans un immeuble déclaré inhabitable ou interdit d'accès" durch die Wörter "une habitation et, lorsque celle-ci est donnée en location, tout bailleur et occupant éventuel qui permet la résidence dans une habitation déclarée inhabitable ou interdite d'accès" ersetzt;

b) in Paragraf 1, Ziffer 2°, Buchstabe a werden in der französischen Fassung die Wörter "un logement visé" durch die Wörter "une habitation visée" ersetzt;

c) in Paragraf 1, Ziffer 2°, Buchstabe a werden die Wörter "oder Artikel 10bis" zwischen die Wörter "Artikel 10" und "erwähnte Wohnung" eingefügt.

d) in Paragraf 2, Ziffer 2° werden in der französischen Fassung die Wörter "un logement" durch die Wörter "une habitation" ersetzt.

KAPITEL II — *Abänderung des Dekrets vom 15. März 2018 über den Wohnmietvertrag*

Art. 27 - In das Dekret vom 15. März 2018 über den Wohnmietvertrag werden die Wörter "Wallonisches Gesetzbuch über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse" durch die Wörter "Wallonisches Gesetzbuch über nachhaltiges Wohnen" jedesmal ersetzt.

Art. 28 - In Artikel 2 Ziffer 1° des Dekrets vom 15. März 2018 über den Wohnmietvertrag werden die Wörter "eines beweglichen oder unbeweglichen Gutes oder eines Teils davon, das" durch die Wörter "einer Wohnung oder Leichtbauwohnung, ob es sich um ein bewegliches oder unbewegliches Gut handelt, oder ein Teil davon, die bzw. der" ersetzt.

Art. 29 - In Artikel 9 § 1 desselben Dekrets werden die Wörter "der Vermietung von beweglichen Gütern oder" aufgehoben.

KAPITEL III — *Schlussbestimmung*

Art. 30 - Das vorliegende Dekret tritt am 1. September 2019 in Kraft.

Die Regierung kann für das Inkrafttreten ein Datum, das vor dem in Absatz 1 genannten Datum liegt, festlegen.
Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 2. Mai 2019.

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit, den öffentlichen Dienst
und die administrative Vereinfachung
A. GREOLI

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien, Beschäftigung
und Ausbildung
P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete
C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen
J.-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus,
Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion
R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen
V. DE BUE

(1) Sitzung 2018-2019.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1323 (2018-2019) Nr. 1 bis 7.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 30. April 2019.

Diskussion

Abstimmung

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSSTEN

[2019/203299]

2 MEI 2019. — Decreet tot wijziging van het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen en van het decreet van 15 maart 2018 betreffende de woninghuurovereenkomst, met het oog op de invoeging, in genoemd Wetboek, van het begrip microwoning (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — Wijziging van het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen

Artikel 1. In het opschrift van het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen van 29 oktober 1998 worden de woorden "van Huisvesting en Duurzaam Wonen" vervangen door de woorden "van Duurzaam Wonen".

Art. 2. In artikel 1 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) er wordt een 1^{er} ingevoegd, luidend als volgt:

"1^{er} woning: de woning of de microwoning, ongeacht of het een roerend dan wel een onroerend goed of een deel ervan betreft bestemd om als woning te dienen, met uitsluiting van toeristische logies in de zin van het Waalse Toerismewetboek;"

b) in 12^o worden, in de Franse versie, de woorden "logement salubre: le logement" vervangen door de woorden "habitation salubre: l'habitation";

b) in 15^o worden, in de Franse versie, de woorden "logement inhabitable: le logement" vervangen door de woorden "habitation inhabitable: l'habitation";

b) in 17^o worden, in de Franse versie, de woorden "logement surpeuplé: le logement" vervangen door de woorden "habitation surpeuplée: l'habitation";

e) er wordt een 40^o ingevoegd, luidend als volgt:

"40^o microwoning: de woning die niet voldoet aan de begripsomschrijving 'woning' bedoeld onder 3^o maar aan minstens drie van de volgende kenmerken beantwoordt: demonteerbaar, verplaatsbaar, met een beperkt volume, met een klein gewicht, met een beperkte grondinnemming, zelfbouwwoning, zonder verdieping, zonder funderingen, die niet aangesloten is op nutsleidingen."

Art. 3. In artikel 2 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 1 juni 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o in paragraaf 1, lid 2, in de Franse versie, worden de woorden "un logement sain" vervangen door de woorden "une habitation saine";

2^o in paragraaf 1, lid 3, in de Franse versie, worden de woorden "de logements" vervangen door de woorden "d'habitations";

3^o in paragraaf 2, lid 1, in de Franse versie, worden de woorden "des logements" vervangen door de woorden "des habitations";

4^o in paragraaf 3, lid 1, in de Franse versie, worden de woorden "du logement" vervangen door de woorden "de l'habitation" en de woorden "de logement" door de woorden "d'habitation";

2^o in paragraaf 3, lid 2, in de Franse versie, wordt het woord "logements" vervangen door het woord "habitutions".

Art. 4. In het opschrift van titel II van hetzelfde Wetboek wordt het woord "huisvestingsbeleid" vervangen door het woord "woningenbeleid".

Art. 5. In het opschrift van hoofdstuk I van titel II van hetzelfde Wetboek wordt, in de Franse versie, het woord "au logement" vervangen door het woord "à l'habitation".

Art. 6. In artikel 3 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht:

2^o in lid 1, in de Franse versie, wordt het woord "logements" vervangen door het woord "habitutions";

2^o in lid 3, ingevoegd bij het decreet van 20 juli 2005, worden, in de Franse versie, de woorden "du logement" vervangen door de woorden "de l'habitation".

Art. 7. In artikel 3bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 9 februari 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o het woord "logements" wordt, in de Franse versie, vervangen door het woord "habitutions";

2^o de woorden "du logement" worden vervangen door de woorden "de l'habitation".

Art. 8. In artikel 4, lid 2, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 9 februari 2012, in de Franse versie, worden de woorden "un logement" vervangen door de woorden "une habitation" en het woord "considéré" door het woord "considérée".

Art. 9. In het opschrift van afdeling 1bis, van hoofdstuk I van titel II van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 15 mei 2003 en vervangen door het decreet van 3 juli 2008, wordt het woord "logements" vervangen door het woord "habitutions".

Art. 10. In artikel 4bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 15 mei 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o in lid 1 worden de woorden "Elke individuele of collectieve woning wordt uitgerust" vervangen door de woorden "Elke woning wordt uitgerust";

2^o in lid 3 worden, in de Franse versie, de woorden "du logement visé" worden vervangen door de woorden "de l'habitation visée".

Art. 11. In artikel 5 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o in lid 1 worden, in de Franse versie, de woorden "du logement" telkenmale vervangen door de woorden "de l'habitation";

2^o in lid 3 worden, in de Franse versie, de woorden "un logement", "celui-ci est donné", "du logement" en "ce logement" respectievelijk vervangen door de woorden "une habitation", "celle-ci est donnée", "de l'habitation" en "cette habitation";

3^o in lid 4 worden de woorden "het tweede lid" vervangen door de woorden "het derde lid";

4^o in lid 5 worden, in de Franse versie, de woorden "le logement est inoccupé" vervangen door de woorden "l'habitation est inoccupée" en de woorden "au logement" vervangen door de woorden "à l'habitation".

Art. 11bis. In artikel 6 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "in het tweede lid" vervangen door de woorden "in het derde lid".

Art. 12. In artikel 7 van hetzelfde Wetboek, vervangen door het decreet van 1 juni 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o in lid 2, in de Franse versie, worden de woorden "le logement concerné" vervangen door de woorden "l'habitation concernée", de woorden "celui-ci est donné" door de woorden "celle-ci est donnée" en de woorden "du logement" worden vervangen door de woorden "de l'habitation";

2^o in lid 3, in de Franse versie, worden de woorden "un logement" vervangen door de woorden "une habitation";

3^o in lid 5, in de Franse versie, worden de woorden "le logement" telkenmale vervangen door de woorden "l'habitation" en de woorden "lorsque celui-ci est donné" door de woorden "lorsque celle-ci est donnée";

4^o in lid 7, in de Franse versie, wordt het woord "logements" vervangen door het woord "habitutions";

5^o in lid 8, in de Franse versie, worden de woorden "un logement" vervangen door de woorden "une habitation".

Art. 13. In artikel 7bis, lid 9, van hetzelfde Wetboek worden, in de Franse versie, de woorden "le logement doit être évacué" vervangen door de woorden "l'habitation doit être évacuée".

Art. 14. In artikel 7ter, lid 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 15 mei 2003 en hernoemd bij het decreet van 1 juni 2017, worden, in de Franse versie, de woorden "le logement concerné et, lorsque celui-ci est donné" vervangen door de woorden "l'habitation concernée et, lorsque celle-ci est donnée".

Art. 15. In artikel 8 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht:

1^o in lid 1 worden, in de Franse versie, de woorden "un logement est déclaré interdit" vervangen door de woorden "une habitation est déclarée interdite" en de woorden "le logement concerné" vervangen door de woorden "l'habitation concernée";

2^o in lid 2, in de Franse versie, worden de woorden "logements interdits d'accès ou déclarés" vervangen door de woorden "habitutions interdites d'accès ou déclarées".

Art. 16. In het opschrift van afdeling 3 van hoofdstuk I van titel II van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 15 mei 2003, worden de woorden "en kleine eengezinswoningen" vervangen door de woorden ", kleine eengezinswoningen en microwoningen".

Art. 17. In artikel 9, lid 1, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 22 juli 2010, worden de woorden "op kleine eengezinswoningen" vervangen door de woorden "op kleine eengezinswoningen en microwoningen".

Art. 18. In hetzelfde Wetboek wordt er een artikel 10bis ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 10bis. Vóór de verhuurder een microwoning te huur aanbiedt, moet hij in het bezit zijn van een verhuurvergunning.

De microwoning moet:

1° de criteria inzake veiligheid, gezondheid en overbevolking voor microwoningen, vastgesteld door de Regering op grond van huidig Wetboek, in acht nemen;

2° de verplichting tot uitrusting met branddetectoren in acht nemen;

3° de gemeenteverordeningen met betrekking tot de gezondheid en de brandveiligheid in acht nemen;

4° opgetrokken, ingericht of opgericht zijn met inachtneming van de bepalingen die van toepassing zijn inzake ruimtelijke ordening en stedenbouw.

De gemeenteverordeningen bedoeld in lid 2, 3°, kunnen voor aanneming ervan ter advies aan de administratie worden voorgelegd."

Art. 19. In artikel 11 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de decreten van 15 mei 2003 en 22 juli 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden, in de Franse versie, de woorden "le logement" vervangen door de woorden "l'habitation";

2° in het eerste lid worden, tussen de woorden "artikel 10" en "gestelde voorwaarden" de woorden "of artikel 10bis" ingevoegd;

3° het tweede lid wordt vervangen als volgt:

"Dat attest wordt afgegeven:

1° door een persoon daartoe erkend door de Regering voor de voorwaarden bedoeld in de artikelen 10, 1°, 1°bis en 3°, en 10bis, 1° en 2°;

2° de gemeente voor de voorwaarden bedoeld in artikel 10bis, 3° en 4°;;

4° in lid 3 worden, in de Franse versie, de woorden "du logement" vervangen door de woorden "de l'habitation".

Art. 20. In artikel 12, lid 1, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 23 november 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- in de Franse versie worden de woorden "Le logement" vervangen door de woorden "L'habitation" en de woorden "et soumis" vervangen door de woorden "et soumise";

- tussen de woorden "krachtens artikel 10" en de woorden "opgelegde voorwaarden" worden de woorden "of artikel 10bis" ingevoegd.

Art. 21. In artikel 13 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 9 februari 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de woorden "of artikel 10bis" ingevoegd tussen de woorden "in artikel 10" en de woorden "bedoelde voorschriften";

2° in lid 1 worden, in de Franse versie, de woorden "situé le logement" vervangen door de woorden "située l'habitation";

3° in lid 2, in de Franse versie, worden de woorden "le logement" vervangen door de woorden "habitation".

Art. 22. In artikel 13ter van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 9 februari 2012 en vervangen door het decreet van 21 december 2016, worden, in de Franse versie, de woorden "un logement, dès que celui-ci est frappé" vervangen door de woorden "une habitation, dès que celle-ci est frappée".

Art. 23. In artikel 190, § 2, 1°, van hetzelfde Wetboek, vervangen door het decreet van 15 mei 2003 en gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2005, worden de woorden "inzake huisvesting" vervangen door de woorden "inzake woningen".

Art. 24. In artikel 200bis, § 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 20 juli 2005 en gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in lid 1, 1°, worden, in de Franse versie, de woorden "le logement et, lorsque celui-ci est donné en location, au bailleur et à l'occupant éventuel, qui permet l'habitation dans un logement" vervangen door de woorden "une habitation et, lorsque celle-ci est donnée en location, au bailleur et à l'occupant éventuel, qui permet la résidence dans une habitation";

b) in lid 1, 3°, a), worden, in de Franse versie, de woorden "un logement visé" vervangen door de woorden "une habitation visée" en, in de Nederlandse versie, worden de woorden "of artikel 10bis" ingevoegd tussen de woorden "in artikel 10" en de woorden "bedoelde woning";

c) in lid 2 worden, in de Franse versie, de woorden "situé le logement" vervangen door de woorden "située l'habitation".

Art. 25. In artikel 200bis, § 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 20 juli 2005, wordt, in de Franse versie, het woord "logement" vervangen door het woord "habitation".

Art. 26. In artikel 201 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in paragraaf 1, 1^o, worden, in de Franse versie, de woorden "un logement et, lorsque celui-ci est donné en location, tout bailleur et occupant éventuel qui permet l'habitation dans un immeuble déclaré inhabitable ou interdit d'accès" vervangen door de woorden "une habitation et, lorsque celle-ci est donnée en location, tout bailleur et occupant éventuel qui permet la résidence dans une habitation déclarée inhabitable ou interdite d'accès";

b) in paragraaf 1, 2^o, a., worden, in de Franse versie, de woorden "un logement visé" vervangen door de woorden "une habitation visée";

c) in paragraaf 1, 2^o, a., worden de woorden "of artikel 10bis" ingevoegd tussen de woorden "in artikel 10" en de woorden "bedoelde woning";

d) in paragraaf 2, 2^o, worden, in de Franse versie, de woorden "un logement" vervangen door de woorden "une habitation".

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van het decreet van 15 maart 2018 betreffende de woninghuurovereenkomst*

Art. 27. In het decreet van 15 maart 2018 betreffende de woninghuurovereenkomst worden de woorden "Waals Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen" telkenmale vervangen door de woorden "Waals Wetboek van Duurzaam Wonen".

Art. 28. In artikel 2, 1^o, van het decreet van 15 maart 2018 betreffende de woninghuurovereenkomst worden de woorden "een roerend of onroerend goed of een gedeelte ervan" vervangen door de woorden "een woning of een microwoning, ongeacht of het een roerend dan wel een onroerend goed of een gedeelte ervan betreft".

Art. 29. In artikel 9, § 1, van hetzelfde decreet worden de woorden "van een verhuur van roerende goederen of" opgeheven.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepaling*

Art. 30. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2019.

De Regering kan een vroegere datum van inwerkingtreding dan die vermeld in lid 1 vaststellen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 2 mei 2019.

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken
en Administratieve Vereenvoudiging,
A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Tewerkstelling en Vorming,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed
en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuur,
V. DE BUE

(1) Zitting 2018-2019.

Stukken van het Waals Parlement, 1323 (2018-2019) Nrs. 1 tot 7.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 30 mei 2019.

Besprekking.

Stemming.